

Table des matières

PREFACE	7
CHAPITRE I. – PRELIMINAIRES ET SOURCES LEGALES.....	11
1.- Avant- propos	11
2.- Sources légales	12
CHAPITRE II. – LE DIAGNOSTIC DANS LE CADRE DES DIFFICULTES RENCONTREES PAR L'ENTREPRISE : L'EXPERT-COMPTABLE CERTIFIE, ACTEUR INCONTOURNABLE	13
2.1. - Quelles sont les premières mesures urgentes à prendre lorsqu'une entreprise se trouve en difficulté ?.....	13
2.2. - Les professionnels du chiffre : acteurs de la prévention	14
2.2.1. - L'expert-comptable certifié et le réviseur d'entreprise.....	14
2.2.2.- La procédure dite de sonnette d'alarme.....	15
2.3. - Diagnostic financier et d'exploitation	16
2.3.1.- Importance de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique dans le cadre des décisions à prendre	16
2.3.2. - Analyse de la rentabilité par la comptabilité analytique d'exploitation	16
2.4. - Diagnostic sur base des comptes intermédiaires en fonction de l'analyse donnée par la comptabilité générale	18
2.4.1. - La première analyse se fondera sur une situation comptable récente permettant de trouver des solutions. Elle se basera sur la comptabilité générale et sur la comptabilité analytique.	18
2.4.2. - Comment apprécier la continuité d'exploitation ? Les critères d'appréciation :	19
2.4.3. - Points d'attention relatifs à l'évaluation de la continuité – Aide-mémoire.....	20
2.4.4. - Discontinuité de l'entreprise : règles d'évaluation particulières.....	21
2.5. - Conclusions	21

CHAPITRE III. –	ASSISTANCE DE L’EXPERT-COMPTABLE CERTIFIE DANS LE CADRE DE L’INTRODUCTION D’UNE REQUETE EN PRJ.....	24
3.1.-	De la situation comptable à joindre à la requête.....	24
3.2.-	Schéma général du déroulement de l’opération d’assistance	26
3.3.-	Mode de vérification employé.	27
3.4.-	Rapport d’objectivation du professionnel sur la situation comptable	28
3.5.-	Le risque de révision 28	
3.5.1.-	Intervenants à l’élaboration du budget de recettes et dépenses prévu par la loi et commentaires.	28
CHAPITRE IV. -	CONDITIONS REQUISES POUR L’HOMOLOGATION DE L’ACCORD COLLECTIF : MISSION DU PROFESSIONNEL COMPTABLE AFIN D’ECLAIRER LE JUGE DE L’HOMOLOGATION DANS LA NOUVELLE LOI INSOLVABILITE	30
Section 1.-	Conditions requises pour l’homologation de l’accord collectif : compétence du juge d’homologation – But et évaluation	32
Section 2.-	Commentaires	32
Section 3.-	Aperçu des différentes approches du travail de l’expert du chiffre	33
Section 4.-	Compréhension de l’activité – du secteur d’activité – causes des difficultés.....	34
Section 5.-	Situation comptable récente : bilan – résultats en going concern et intervention de l’expert-comptable.....	34
Section 6.-	Vérification de la situation comptable en discontinuité.....	36
Section 7.-	Elaboration du business plan – Plan de restructuration financière de l’entreprise	44
Section 8.-	Comparaison entre la situation comptable en liquidation et en faillite et la situation comptable projetée en fonction du business plan	49
Section 9.-	Conclusion sur la comparaison de l’état en discontinuité (liquidation ou faillite) par rapport à l’évaluation donnée en cours d’homologation suivant le plan prescriptif de redressement déposé.....	53
Section 10.-	Exemple pratique	54
Section 11.-	Exposé des motifs (article 141 - art.XX.83/18 nouveau, page 164 du présent ouvrage)	64
Section 12.-	Modifications importantes concernant le « transfert » d’entreprise...	65

Section 13.- Avis de la Commission des Normes Comptables concernant les abattements de créances– Avis 2021/07 – Influence de l'accord amiable extrajudiciaire et de la réorganisation judiciaire sur les dettes et les créances (mise à jour) 67

**CHAPITRE V. – LA MEDIATION D'ENTREPRISE :
SOLUTION POUR LES TRES PETITES ENTREPRISES 69**

**MANUEL PRATIQUE DE LA MISSION DE L'EXPERT-COMPTABLE (CERTIFIE)
A L'USAGE DES PRATICIENS 72**

A. 1.-	Analyse du contrôle interne	72
A.1.1.-	Avertissement	72
A.1.2.-	Contrôle Interne	72
A.1.3.-	Objectifs poursuivis par le contrôle interne	73
A.1.4.-	Les moyens mis à la disposition du contrôle interne	73
A.1.5.-	Caractéristiques de l'organisation du contrôle interne	74
A.1.6.-	Résumé des objectifs du professionnel dans son programme de contrôle sur le compte de résultats	76
A.1.7.-	Questionnaires de contrôle interne : exemple simplifié de questionnaires dans le cadre de l'analyse de risques	76
A.1.7.0.	Ventes / Clients	77
A.1.7.1.	Stocks	78
A.1.7.2.	Immobilisations corporelles et incorporelles	79
A.1.7.3.	Trésorerie	80
A.1.7.4.	Achats / Fournisseurs.....	81
A.1.7.5.	Cycle du personnel / RH.....	82
B.1. -	Contrôle des comptes - Examen des règles d'évaluation arrêtées par l'organe d'administration	83
B.1.1.-	Définition	83
B.1.2.-	Buts du contrôle	83
B.1.3.-	Contrôle des postes de l'actif, du passif, droits et des engagements des comptes de résultats, des règles d'évaluation (par sondage)	84
B.1.4.-	Contrôle des obligations légales.....	84
B.1.5.	Conclusions	84

B.2.-	Check-list : aide-mémoire à la révision	85
B.2.1.-	Généralités	85
C.1.-	Rapport du professionnel à la suite de son assistance.	87
C.1.1.-	Avertissement. 87	
C.1.2.-	Questionnaire aide-mémoire concernant le rapport du professionnel.....	87
C.1.3.-	Exemple de rapport d'assistance sur les informations financières.....	88
ANNEXE 1.-	Avis 2021/07 de la CNC.....	93
ANNEXE 2.-	Recommandation (IEC-ITAA – IRE) approuvée par le ministre de l'économie en date du 8.06.2016 et par le CSPE en date du 16.03.2016.....	104
ANNEXE 3.-	Exposé des motifs du projet de loi 3231 du 20 mars 2023.	133
ANNEXE 4.-	Projet de loi 3231/001 Doc. Chambre 55	191